

# Contre le coup d'Etat engagé, l'heure du rassemblement a sonné



Après un quinquennat qui a plongé la France dans la désespérance et conduit le président sortant à ne pas pouvoir être à nouveau candidat, et alors que l'alternance à droite était promise et attendue par tous, c'est un véritable hold-up démocratique qui a été organisé et réalisé par des officines clandestines liées au pouvoir en place avec la complicité active de certains médias et l'accompagnement affiché de certains journalistes. Et ce hold-up réussi et confirmé par le résultat du premier tour de l'élection présidentielle – le représentant de la droite et du centre ayant été éliminé – se traduit, en fait, par un coup d'Etat institutionnel qui vise à occulter la réalité de la situation catastrophique de la France et à maintenir ces élites mondialistes au pouvoir. Il faut, en effet, imposer aux Français la prolongation de ce

quinquennat finissant caractérisé par le discours d'une caste financière et d'une oligarchie au service d'ambitions personnelles qui ne résoudront d'ailleurs pas les difficultés économiques que connaît le pays, mais dont le but est la dissolution de la nation contraire à leur idéologie mondialiste perverse. Ces privilégiés ne considèrent plus la démocratie comme indispensable puisque, de plus en plus, elle conduit à la remise en cause des pouvoirs en place. Ils ont donc décidé de ne surtout pas évoquer le problème vital qui se pose pour l'avenir de la nation, à savoir son identité malmenée face à une islamisation criminelle conduite à marche forcée en favorisant une immigration de peuplement injustifiée qui, si elle n'est pas stoppée, mènera à la guerre civile. Car, après les drames qui ont touché la France au cours de ces dernières années, le débat de la campagne de l'élection présidentielle qui aurait dû aborder des sujets fondamentaux comme les volets identitaire, souverainiste et civilisationnel a été confisqué.

Alors, à la veille du second tour, chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître, pour des raisons différentes, que l'heure est grave. Mais dans de pareilles circonstances, il faut faire un choix qui doit être guidé par une vision à long terme et une analyse froide des vraies menaces et non pas par des considérations de court terme, et il faut donc établir des priorités. Et la menace à long terme c'est la mise en danger de la nation et de ses citoyens, c'est la fracture de la nation française sous l'action d'un islam conquérant de plus en plus violent, c'est la perspective d'une confrontation entre deux cultures antagonistes sur notre sol et donc la guerre civile. L'urgence absolue aujourd'hui c'est l'immigration, cette invasion migratoire qui menace non seulement l'identité du peuple français mais qui, par sa radicalité et son hostilité à nos valeurs, met en grand danger la vie même des citoyens. Et le terrorisme qui nous frappe et continuera à nous frapper, si on ne veut pas inverser le cours des choses, trouve sa racine dans l'islam qui reste, n'en

déplaie à certains, incompatible avec la démocratie et donc avec nos sociétés européennes. Je rejoins donc le président de la République, d'autant plus qu'il a reconnu récemment le risque de partition du territoire national, avouant ainsi son impuissance et son incapacité à agir, alors qu'il est, selon l'article V de la Constitution, le garant de son intégrité. En effet, « *Face à un tel risque, il n'est pas possible de se taire ou de se réfugier dans l'indifférence. La mobilisation s'impose* ». Mais pour ma part, contrairement à lui, après avoir voté François Fillon au premier tour, il m'est impossible de donner ma voix à Emmanuel Macron, son héritier. Je ne m'abstiendrai pas non plus et voterai, même si on peut avoir une approche différente sur certains points, voire des désaccords sur d'autres, pour Marine Le Pen. Il s'agit, sinon de réussir à empêcher ce coup d'Etat institutionnel facilité par l'oligarchie (quoique rien n'est encore joué à ce stade après une première digue qui vient de sauter avec la décision courageuse de Nicolas Dupont Aignan), du moins d'accorder à ceux qui y sont opposés un poids suffisant pour peser ensuite. Il s'agit d'un vote de révolte et il est à présent temps de crever l'abcès dans l'intérêt de la nation française et pour inciter les peuples européens à se réveiller pour défendre leur identité et envisager une refondation indispensable de cette Union européenne à la dérive incapable de protéger ses citoyens et de satisfaire leurs aspirations.

Je voterai donc sans hésiter contre Emmanuel Macron, car il incarne tout ce qui est insupportable pour tout citoyen soucieux du bien commun et des intérêts de l'Etat et de la nation, attaché viscéralement à son héritage historique, spirituel et culturel, et amoureux de cette France charnelle qui lui a tout donné. Poussé par une ambition personnelle dévorante et prêt à tout pour arriver à ses fins – n'ayant pas hésité à trahir et à poignarder dans le dos celui à qui il doit tout pour prendre sa place – il reste, en réalité l'héritier du président sortant. Sur le plan économique, il est l'un des inspireurs et des responsables du bilan

désastreux avec notamment une augmentation importante du chômage, de la pauvreté, des impôts, de l' « uberisation » de la société, d'une aggravation de la dette, guidé par une vision mondialiste, européiste, immigrationniste déniait au peuple son identité qu'il faut remplacer par la diversité. Par ailleurs, non seulement il prétend qu'il n'y a pas de culture française, qu'il n'a jamais rencontré l'art français, mais il a osé, en déplacement à l'étranger, cracher sur la France en l'accusant de crime contre l'humanité en évoquant la colonisation. Ce seul comportement ignoble et impardonnable le rend inapte et indigne pour gouverner la France. En outre, non seulement la Grande Mosquée de Paris mais également l'UOIF – organisation islamiste proche des Frères musulmans qui devrait être dissoute – appellent à voter massivement pour lui, révélant ainsi les risques de pressions futures qui pourraient être appliquées sur l'exercice de la politique française qu'elle soit intérieure, sociétale ou internationale. Il faut bien le reconnaître, il est le candidat du parti de l'étranger. Et sauf à accepter et à vouloir aggraver la situation, il faut donc, impérativement, faire barrage à cette politique funeste.

Quant au parti *Les Républicains* et à ses responsables, en appelant très rapidement à voter pour Emmanuel Macron, ils ont non seulement déçu certains des électeurs qui ont voté François Fillon, mais également choqué, voire trahi d'autres. Ils ont ainsi probablement signé leur suicide.

En effet, l'accord passé entre Marine Le Pen et Nicolas Dupont Aignan constitue une véritable révolution et un moment historique qui marquera la vie politique française et qui conduira probablement à une recomposition de l'ensemble des droites. Et s'il existe une dynamique après une victoire, il en est de même après une défaite et *Les Républicains* pourraient l'apprendre à leurs dépens car, si au niveau des appareils des partis politiques aucune alliance n'a été jusqu'à présent possible entre ces deux droites en raison

notamment de la pression d'une gauche moralisatrice et culpabilisatrice, il n'en est probablement pas de même au niveau des électeurs. Il est d'ailleurs curieux que lorsque la gauche s'allie avec l'extrême-gauche et avec les communistes aucune réprobation ou condamnation ne soit formulée. Comment les responsables politiques de la droite et du centre ont-ils pu oublier le complot monté contre leur vainqueur de la primaire à qui était promise une victoire imperdable à l'élection présidentielle ? Comment peuvent-ils appeler à voter pour ceux qui ont organisé ce complot et qui leur ont volé la victoire ? Pendant la campagne électorale du premier tour, Emmanuel Macron était qualifié de clone du président sortant. Il fallait donc battre à tout prix l'héritier du président sortant. Et aujourd'hui il faudrait le porter au pouvoir ? Par ailleurs, ont-ils oublié que François Bayrou avait contribué à faire élire le président socialiste en 2012 ? Et aujourd'hui ils seraient prêts à le suivre dans le soutien à Emmanuel Macron, alors qu'ils les avaient trahis ? Quelle soumission ! Quelle lâcheté !

Alors, face à ce coup d'Etat institutionnel engagé par l'oligarchie contre le peuple, face à cette caste financière et mondialiste, face à l'insulte faite à la France, face à cette immigration de peuplement modelée par l'islam qui met en danger l'avenir de la nation, l'heure du rassemblement a sonné pour faire barrage au candidat du parti de l'étranger et pour choisir la candidate nationale. Le moment est, en effet, venu pour le peuple de reprendre en main son destin.

Général (2s) Antoine MARTINEZ